



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Réforme et contre-réforme agraire au Portugal (1974-1980)

Bernard Roux

Résumé

L'originalité de la réforme agraire au Portugal réside dans la place prépondérante des travailleurs dans son déroulement. Après l'occupation d'un million d'hectares appartenant aux plus grands propriétaires, ont été mises en place des formes collectives de production offrant une alternative possible à l'exploitation capitaliste en économie libérale. La violente contre-réforme agraire en cours vise à détruire cette expérience ouvrière.

Abstract

What makes the Portuguese land reform so original is the important part taken by the workers in the action. After having occupied one million hectares belonging to the largest land owners, the workers have established collective production ways which are a possible alternative to the capitalist farm model in a liberal economy. The aim of the present drastic counter land reform is to destroy this working class experiment.

Citer ce document / Cite this document :

Roux Bernard. Réforme et contre-réforme agraire au Portugal (1974-1980). In: Économie rurale. N°142, 1981. p. 59;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.4411>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_142_1_4411

Fichier pdf généré le 08/05/2018

RÉFORME ET CONTRE-RÉFORME AGRAIRE AU PORTUGAL (1974-1980)

ROUX B.

mots clés : Réforme agraire, coopératives, Portugal.

INRA, INA-PG, 16, rue Claude-Bernard, 75005 Paris. Tél. 535.47.33.

Résumé : L'originalité de la réforme agraire au Portugal réside dans la place prépondérante des travailleurs dans son déroulement. Après l'occupation d'un million d'hectares appartenant aux plus grands propriétaires, ont été mises en place des formes collectives de production offrant une alternative possible à l'exploitation capitaliste en économie libérale. La violente contre-réforme agraire en cours vise à détruire cette expérience ouvrière.

LAND REFORM AND COUNTER LAND REFORM IN PORTUGAL (1974-1980)

Summary : *What makes the Portuguese land reform so original is the important part taken by the workers in the action. After having occupied one million hectares belonging to the largest land owners, the workers have established collective production ways which are a possible alternative to the capitalist farm model in a liberal economy. The aim of the present drastic counter land reform is to destroy this working class experiment.*

L'œuvre des travailleurs

A l'inverse de la majorité des réformes agraires des dernières décennies, généralement octroyées et contrôlées par l'État, celle qu'a vécu le Sud du Portugal après avril 1974 est d'abord le produit de l'initiative ouvrière. Elle est le résultat d'une suite d'actions dont les premières, entamées dès la chute du régime grâce à la rapide mise sur pied du syndicat des travailleurs agricoles, visaient à l'amélioration des salaires et à la garantie de l'emploi. Les grands propriétaires et exploitants durent accepter l'affectation d'une main-d'œuvre permanente qui leur parut vite pléthorique. Incapables de faire face à la double augmentation de la force de travail et de son coût, ils se retrouvèrent dans bien des cas devant de sérieux déséquilibres financiers. Dans un contexte politique défavorable, ils battirent en retraite (non paiement des salaires, tentatives d'évasion du capital, ou encore abandon pur et simple de leurs entreprises). D'où le contrôle ouvrier sur les exploitations et les premières occupations, à la fin de 1974 (1 140 000 ha en un an.

jusqu'ici réussi à accroître notablement le capital d'exploitation ; des améliorations foncières ont été réalisées et la tendance de la production est à l'augmentation si on tient compte des effets catastrophiques du climat au cours des premières campagnes.

La contre-réforme agraire

Pourtant, la bourgeoisie dépossédée n'a jamais renoncé à récupérer ses terres. C'est paradoxalement par le vote de la loi de réforme agraire, en 1977, annulant les textes progressistes précédents, qu'a pu débiter concrètement la contre-réforme agraire, cette loi permettant la restitution aux propriétaires de la plus grande partie de leurs terres. Son application qui s'accompagne d'infractions, d'abus et de violences a abouti à la destruction d'un grand nombre d'unités autogérées et compromet la survie de la majorité d'entre elles. Environ 500 000 ha ont déjà été repris aux UCP et coopératives.

Le choix de formes collectives de production

Au fur et à mesure de ces occupations, les travailleurs choisirent de rassembler les exploitations en Unités Collectives de Production (UCP), en particulier sous l'impulsion de leur organisation syndicale, ou, plus rarement, de constituer des coopératives sur une seule exploitation occupée. Un peu plus de 500 entreprises autogérées furent ainsi formées, les plus petites restant inférieures à 200 ha et ne comptant que quelques membres, les plus grandes dépassant 10 000 ha et plusieurs centaines de personnes (au total 72 000 travailleurs, hommes et femmes). La priorité fut donnée à la recherche du plein emploi et à l'augmentation de la production. Au cours des années, l'expérience a rencontré de nombreux obstacles : pauvreté de la majorité des sols, manque d'expérience de la gestion, analphabétisme, absence de conseil technique, arrêt du crédit. Pourtant, la majorité des unités autogérées ont

L'acharnement à liquider l'expérience ouvrière ne peut s'expliquer par le poids économique des unités de production de la réforme agraire. Le million d'hectares occupé ne représente en effet que le tiers des terres cultivables dans la zone officielle d'occupation de la réforme agraire (ZIRA) et 14 % de celles du continent dont elles ne fournissent que 1,5 % du PIB. Les travailleurs des nouvelles unités autogérées ne comptaient au départ que pour 40 % des salariés et 30 % des actifs agricoles de la ZIRA et pour moins de 2 % de tous les actifs du continent.

En revanche, les implications politiques de l'expérience sont considérables puisqu'il est prouvé qu'une formule collective auto-gestionnaire dans l'agriculture est possible en économie libérale. C'est pourquoi la droite portugaise s'efforce de rendre aussi vite que possible le champ libre aux formes de production dont a besoin le système : l'exploitation familiale ou capitaliste.